



Marché n°2026DG18

**Prestation d'expertise indépendante d'une solution de vote
électronique pour les élections CA/CO du Cned**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE	2
1. PROCEDURE	6
2. DONNEES GENERALES SUR LE MARCHE	6
2.1. OBJET DU MARCHE	6
2.2. DUREE DU MARCHE	6
3. FORME DU MARCHE	6
4. PIECES CONTRACTUELLES.....	6
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	7
6. CONDUITE DES PRESTATIONS	7
7. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	7
8. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	8
8.1. CO-TRAITANCE.....	8
8.2. SOUS-TRAITANCE	8
9. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
11. CONFIDENTIALITE	9
12. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	9
13. NEUTRALITE	10
14. VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	11
15. DECISION APRES VERIFICATION DES PRESTATIONS	11
15.1. DECISION D'AJOURNEMENT	11
15.2. DECISION DE REFACTION	11
15.3. DECISION DE REJET	12
16. ASSURANCE	12
17. PENALITES.....	12
17.1. PENALITES POUR RETARD	12
17.2. PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	13
17.3. PENALITES DIVERSES	13
18. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	13

18.1.	FORME DES PRIX ET CONTENU DES PRIX.....	13
18.2.	CONTENU DU PRIX.....	13
18.3.	TAUX DE TVA – MONNAIE	13
18.4.	REVISION DES PRIX.....	13
19.	CLAUDE DE REEXAMEN.....	13
20.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	15
20.1.	MODALITES DE REGLEMENT.....	15
20.2.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	15
20.3.	DELAI DE PAIEMENT	15
20.4.	INTERETS MORATOIRES.....	15
20.5.	REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D’OPERATEURS ECONOMIQUES	15
20.6.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	16
20.7.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	16
21.	UTILISATION DES RESULTATS	16
22.	RESILIATION	16
23.	DIFFERENDS	17
24.	COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	17
25.	DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	17

143 300

formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle

200

formations proposées

**Le Cned
au service
de toutes
les réussites**

1 753 187 évaluations corrigées
96% des copies dématérialisées
2,94 jours, délai moyen de correction
des copies numériques

369 450 appels reçus
114 500 courriels traités
13 440 000 visites sur cned.fr

Budget et effectif

Budget

90,9 M€
de budget

53,6 M€
de recettes
commerciales

31,2 M€
de subvention
pour charge
de service public

Effectifs

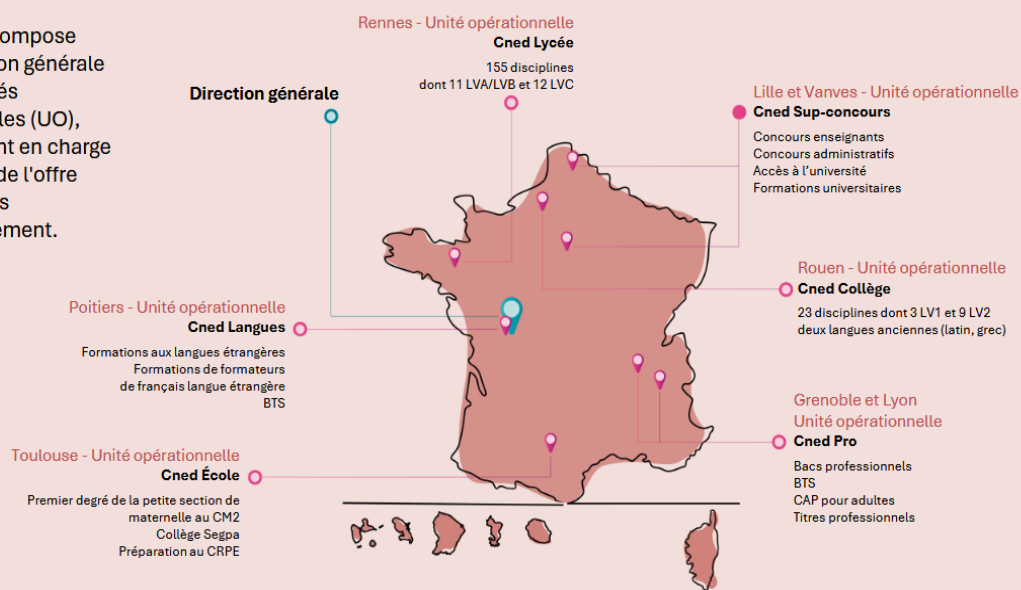
1 000
agents

1 100
enseignants
de l'Éducation
nationale

+ de 2 000
experts
pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six unités opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



1. PROCEDURE

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

2. DONNEES GENERALES SUR LE MARCHE

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet une prestation d'expertise indépendante d'une solution de vote électronique pour les élections CA-CO du Cned comprenant l'expertise de la solution de vote retenue par le Cned, l'analyse des règles et mécanismes mis en place pendant le scrutin ainsi que la vérification de la conformité du dépouillement, des dispositions de conservation et de traçabilité après le scrutin.

2.2. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et se termine à l'admission des prestations.

3. FORME DU MARCHE

Le marché est un marché ordinaire.

4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction entre un document signé et un même document non signé, les documents signés prévalent.

Toute clause portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prescriptions techniques sont décrites au CCTP.
Les prestations s'exécutent dès la notification du marché.

6. CONDUITE DES PRESTATIONS

6.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Le titulaire désigne dès la notification la personne chargée du suivi du marché, habilitée à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

L'expérience et les compétences techniques de cette personne doivent respecter les exigences minimales décrites par le titulaire dans son offre technique.

6.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire doit en informer sans délai le Cned. Si le Cned constate cette indisponibilité, il notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le Cned applique des pénalités dès lors que le titulaire effectue plus de deux changements par période d'un an pour le chef de projet.

Le titulaire est responsable de la transmission de compétence concernant l'ensemble des prestations objet du marché vers le nouvel interlocuteur dédié.

6.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

7. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

8.1. Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 8 jours maximum à compter de la notification par le groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

A défaut, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

8.2. Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé, mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

9. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Durant les périodes de présence du représentant du titulaire dans les locaux du Cned, celui-ci doit se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

Afin de limiter au maximum les impacts néfastes sur l'environnement, les réunions éventuelles seront organisées dans la mesure du possible par tout moyen de visio-conférence. A titre d'information le Cned utilise la solution MICROSOFT TEAMS.

10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

11. CONFIDENTIALITE

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-PI.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

12. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

12.1. Accès à des données à caractère personnel du Cned

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible :

- de traiter des données à caractère personnel (ci-après DCP) qui lui sont transmises par le Cned ;
- d'avoir accès à de telles données dans le cadre de la réalisation de ses prestations sur le système d'information du Cned (maintenance notamment).

Une annexe complétant ces dispositions sera intégrée au marché par voie d'avenant une fois les éléments stabilisés et avant la mise en production et traitement de données à caractère personnel.

Dans ce cadre, le titulaire reconnaît que les DCP ont un caractère strictement confidentiel. Notamment, il ne réalise aucune copie, modification ou transfert de données à quelque titre que ce soit.

12.2. Mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel par le titulaire

Les traitements de DCP sont mis en œuvre par le titulaire dans le respect de l'ensemble des dispositions du cadre légal et réglementaire applicable, et notamment :

- du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 ;
- de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

A ce titre, le titulaire s'engage notamment à :

- Collecter, le cas échéant, les données de manière loyale et respectueuse des droits des personnes ;
- Adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel afin de prévenir tout accès, lecture, copie, modification ou déplacements non autorisé de données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, de concevoir sa structure organisationnelle de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la protection des DCP ;
- Ne permettre à aucun utilisateur ou tiers non autorisé d'accéder à ces données ;
- Informer les personnes concernées de la mise en œuvre du traitement de DCP et de leurs droits (accès et rectification notamment) ;

- Ne réaliser aucune sollicitation, et notamment prospection commerciale, auprès des personnes dont il dispose de DCP au titre du présent marché ;
- Ne transmettre aucune DCP objet du marché à des tiers sans autorisation du Cned ;
- Ne procéder à aucun transfert de données hors de l'Union européenne dans un pays qui n'offrirait pas un niveau de protection équivalent à celui de l'Union européenne ;
- Signaler sans délai au Cned toute violation de DCP concernant des données objet du présent marché. Est entendu par « violation de DCP » toute fuite, vol, destruction ou atteinte à l'intégrité de données à caractère personnel.

Tout transfert de données à caractère personnel à destination d'un tiers (sous-traitant notamment) doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Cned et doit être limité à ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à soumettre les destinataires de données à des obligations similaires à celles du présent marché. Il se porte fort du respect de ces obligations par ces derniers.

12.3. Conformité de l'outil au Règlement n°2016/679

Le titulaire garantit au Cned que l'outil informatique fourni dans le cadre du marché est conforme au règlement susvisé dès sa conception et que le Cned, en l'utilisant, est en mesure de respecter le Règlement 2016/679 et la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 modifiée.

Le titulaire, à cet égard, a un devoir de conseil auprès du Cned. Notamment, il assiste le Cned au besoin dans la mise en œuvre et le paramétrage de l'outil pour en faire une utilisation conforme.

12.4. Suppression des données

A l'exception des données dont la conservation lui serait imposée par des prescriptions légales ou réglementaires, le titulaire s'engage à supprimer les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre du présent marché dans un délai de 30 jours à compter du terme du marché pour quelle que cause que ce soit. Il justifie de l'exécution de cette obligation à première demande de la part du Cned.

12.5. Contrôle

Le CNED se réserve le droit de contrôler à tout moment le respect de ces obligations par un contrôle sur pièces ou sur place.

A cet effet, le Cned désigne un agent qui est soumis à une stricte obligation de confidentialité à l'égard des informations auxquelles il a accès.

Le titulaire lui donne accès à l'ensemble des locaux et systèmes d'informations et lui communique à première demande toute documentation (procédures, documentation sur les applications...) jugées nécessaires par le Cned afin de lui permettre de s'assurer du respect, par le titulaire, des dispositions du présent article.

Le titulaire transmet au Cned les coordonnées de son délégué à la protection des données.

13. NEUTRALITE

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il

garantit à ce titre que les préposés diligents pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

14. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Il est fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG-PI à l'exception de l'article 28.2.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le Cned dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la livraison pour procéder aux opérations de vérification.

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession. Elles ont pour objet de vérifier la conformité de la prestation aux stipulations du marchés exprimées dans le CCTP et dans l'offre technique du titulaire.

15. DECISION APRES VERIFICATION DES PRESTATIONS

Si la livraison est conforme aux stipulations du marché et répond au besoin exprimé dans le CCTP, elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'admission.

Dans le cas contraire, le Cned prend une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet selon les conditions décrites à l'article 29 du CCAG-PI.

Les délais cités dans le présent article s'entendent en jours calendaires.

15.1. Décision d'ajournement

Dans le cas d'une décision d'ajournement, celle-ci est motivée et notifiée par mail. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter à nouveau les prestations mises au point à compter de la notification de la décision d'ajournement.

Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour l'accepter. En cas de refus ou de silence gardé durant de ce délai, le Cned peut prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou les rejeter dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus ou de l'expiration du délai de 10 jours ci-dessus mentionné.

En cas de silence gardé par le Cned au-delà de ce délai de quinze jours, il y a décision implicite de rejet.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, il y a une nouvelle vérification des prestations tel que défini à l'article 14 du présent CCAP.

15.2. Décision de réfaction

Lorsque le Cned estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

15.3. Décision de rejet

Lorsque le Cned estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché sans frais supplémentaire pour le Cned.

16. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant toute la durée du marché, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier de la mise à jour de la validité du document. En cas de modification des conditions du contrat d'assurance, il doit en informer le Cned dans les meilleurs délais.

A défaut de production, après demande du Cned, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande du Cned, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

17. PENALITES

17.1. Pénalités pour retard

Sous réserve du bénéfice d'une prolongation d'exécution prévu par l'article 13.3 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, le Cned applique des pénalités de retard.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour retard, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) retard(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans la transmission des livrables, les pénalités de retard sont fixées à 50 € par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire se verra appliquer des pénalités dès le 1^{er} euro.

L'application des pénalités pour retard est plafonnée à 10 % du montant HT du marché. Au-delà, les pénalités pour retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour le Cned de demander réparation du préjudice subi.

17.2. Pénalités pour violation des obligations de confidentialité

En cas de violation de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire s'expose à une pénalité de 100 € par manquement constaté.

17.3. Pénalités diverses

En cas de non-respect des modalités de désignation d'une nouvelle personne chargée du suivi du marché, le titulaire encourt une pénalité de 50 €.

18. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

18.1. Forme des prix et contenu des prix

Le marché est rémunéré par un prix global et forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et l'annexe financière.

18.2. Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'hébergement, les repas, l'assurance, la gestion des déchets, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire communique les éléments relatifs aux marges pour risque et bénéfices, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Les marges servent au calcul de l'indemnisation et sont couvertes par le secret industriel et commercial.

18.3. Taux de TVA – Monnaie

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

18.4. Révision des prix

Les prix sont fermes et non actualisable.

19. CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, des avenants pourront être conclus en cours d'exécution du marché dans les cas suivants :

- Augmentation des prix qui pourraient altérer l'équilibre financier du contrat
- Opération de transfert de contrat dans le cas d'opération de restructuration de société

Les modalités d'application de certaines clauses de réexamen sont précisées ci-après :

19.1. Augmentation des prix qui pourraient altérer l'équilibre financier du contrat

En cas d'augmentation des coûts résultant de circonstances extérieures aux parties et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché des sommes représentant plus de quinze (15) % du prix du marché, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, les parties pourront décider de modifier les prix du marché dans les conditions définies ci-après.

Pour les prix unitaires, cette clause s'applique prix unitaire par prix unitaire.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du Cned mais est initiée par le seul titulaire.

Le titulaire adresse au Cned, par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil précisé au premier alinéa du présent article. A cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement et de justifier de ses causes.

A la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, le Cned notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix nouveaux permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts.

En tout état de cause, ces nouveaux prix ne prendront en compte au maximum que 90% de l'augmentation de leur coût.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification des prix nouveaux pour les accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté les nouveaux prix fixés par le Cned.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix s'appliquent en lieu et place des prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, les prix initiaux demeurent applicables.

L'ensemble des prix nouveaux ainsi notifiés pourra être modifié par le Cned en cas de retour à un prix inférieur au seuil d'augmentation, les prix initiaux, éventuellement révisés, du marché s'appliqueront à nouveau.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

19.2. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

20. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

20.1. Modalités de règlement

Le marché fait l'objet d'un paiement par acompte, en application des articles L.2191-4 du Code de la commande publique et 11.2 du CCAG PI, selon la périodicité suivante :

- 40% à la remise du rapport initial défini à l'article 3.2.1.2 du CCTP,
- 60% à la remise du rapport final défini à l'article 3.3.3.2 du CCTP.

20.2. Présentation des demandes de paiement

Le titulaire remet sa demande de paiement au Cned via chorus.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché ;
- Désignation des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

NB. : Lors du dépôt des factures, le SIRET à renseigner pour le Cned (Direction générale) est le suivant : 197 529 050 001 83.

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R.2191-55 du Code de la commande publique, est la Directrice générale du Cned, ou son représentant.

20.3. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours **à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.**

20.4. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 20.3 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

20.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

- **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

- **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

20.6. Comptable assignataire des paiements

M. l'agent comptable du CNED

2 boulevard Nicéphore Niepce

Téléport 2 – CS 80300

86963 FUTUROSOCPE CEDEX

20.7. Cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article R.2191-45 du Code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

Lorsque le titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le Cned qui lui communique soit une copie unique du marché soit un certificat de cessibilité en application de l'article R.2191-46 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

21. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-PI.

En application de l'article 35.2.3 du CCAG-PI, les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur.

Elles sont mises à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

22. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI.

23. DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

24. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

25. DEROGATIONS AU CCAG-PI

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 6.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-PI.

L'article 17.1 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-PI.